

Deux autres faits ont donc accompagné les premiers pas du nouveau chef des armées, le sommet de Chicago et le retrait annoncé de nos forces en Afghanistan.

Sur le premier fait, que dire sinon que le choix de la France de réintégrer l'OTAN n'est pas remis en cause. Elle a été rassurée sur l'orientation du bouclier anti-missiles (Cf. le [billet](#) sur B2) qui maintient la place primordiale de la dissuasion nucléaire. La France a de plus en plus d'influence au sein de l'alliance par les cadres qu'elle y a insérée. En revanche, la culture « otanienne » et la connaissance des processus décisionnels, sinon des réseaux, réclament du temps pour toute stratégie d'influence efficace (voir aussi l'interview sur l'OTAN [d'Olivier Kempf](#) par Atlantico)

Sur le second fait, je poserai en revanche volontiers la question de savoir si la France n'a pas affaibli sa position dans l'OTAN par son retrait partiel annoncé de la coalition en Afghanistan. Je constate d'abord à la lecture des commentaires sur les blogs de journalistes dédiés aux questions de défense que l'artifice de l'expression « troupes combattantes » n'est pas passé. Le rôle stratégique de la Kapisa qui ne concerne que 1 000 hommes, est aussi rappelé par [JD Merchet](#). Elle contrôle une route vitale pour accéder à Bagram, l'une des deux bases aériennes de l'OTAN en Afghanistan. Cela pose à nouveau la question du lien entre la politique intérieure d'un Etat et de son engagement militaire en coalition dans des guerres qui dépassent le simple mandat électoral en terme de durée.

De fait, près de 1 500 hommes resteront en Afghanistan après 2012, soit 42% des effectifs pour reprendre les chiffres de Jean Guisnel du [Point](#). La pression des opérations, donc les combats, continueront pourtant jusqu'à la fin de 2014 comme l'a déclaré le général américain [John Allen](#), commandant les forces en Afghanistan. Il faut en effet permettre aux forces afghanes de prendre l'ascendant sur l'ennemi à partir de 2013 grâce à l'appui des forces de la coalition. Enfin, selon [B2](#), un engagement financier français important serait aussi la compensation à ce retrait de forces, soit entre 200 et 250 millions de dollars par an (les Britanniques seulement 110 millions de dollars par an).

Cependant il reste toujours intéressant d'étudier les discours exprimés sur place du président de la République aux forces à Nijrab et à l'ambassade de France qui ont annoncé et clarifié la position française. J'apprécie d'abord que le chef des armées avec ses ministres de la défense et des affaires étrangères se soit rendu rapidement sur place. Le précédent président ne s'y était rendu que le 22 décembre 2007. Les militaires sont des « affectifs » et ils sont sensibles aux témoignages d'attention et de reconnaissance.

Ce que j'en retire est d'abord l'affirmation par le président de la République que la mission a été remplie avec succès pour nos soldats. Il serait effectivement très dommageable que nos soldats rentrent avec un sentiment d'échec. Je crois donc que le succès a été partiellement atteint au moins à la date d'aujourd'hui. Une première question sera en effet le questionnement sur la poursuite des opérations pour empêcher les Talibans de réoccuper le terrain, sans quoi, l'engagement français n'aura servi à rien. C'est ensuite ce qu'il en sera en janvier 2013 : les forces afghanes seront-elles capables de prendre le relais ? Leur échec sera alors celui de la décision française surtout si la coalition doit reprendre la mission militaire à son compte.

Je relève ensuite la mise en valeur d'une approche interministérielle, que nous appelons « approche globale » de la gestion de crise. Le président de la République a donc rappelé qu'« Une des forces de notre pays, c'est de disposer d'une armée qui fait corps avec la Nation, qui lui ressemble, qui obéit à nos valeurs, celles de la République mais aujourd'hui, au-delà de l'Armée, sont ici rassemblées toutes les composantes de la communauté française d'Afghanistan. Elle n'est pas considérable mais elle est influente. Elle est riche d'esprit d'engagement, elle est belle dans l'accomplissement de ses missions ». Je ne peux qu'y être sensible. C'est aussi le rassemblement évoqué sous le drapeau français de tous les services de l'Etat.

La référence au drapeau des ONG par contre m'interpelle. Devrions-nous parler de ces membres des ONG déployés avec le ministère des affaires étrangères et refusant de travailler avec les soldats de la Task Force La Fayette si les témoignages rapportés sont exacts ? Ne revenons-nous pas à un nouvel entrisme des ONG notamment dans les cabinets ministériels avec cette volonté d'instrumentaliser les forces armées puis de les marginaliser comme nous l'avons vu avant 2002 ? il faudra donc y veiller pour que l'action de l'Etat soit cohérente et non soumise à des groupes de pression dont les objectifs même louables ne sont pas toujours en phase avec les intérêts de puissance de la France et de son influence.

Le président de la République a par ailleurs précisé la contribution militaire avec la formation poursuivie des cadres de l'armée afghane (opération Epidote) et de la police assurée par la gendarmerie, la présence du service de santé des armées à travers l'hôpital de campagne de Kaboul, la recreation d'une gendarmerie afghane, la création aussi d'une école de guerre qui permettra à ce pays de se doter d'une capacité autonome de planification stratégique. Tout ceci s'inclut naturellement dans le traité d'amitié franco-afghan signé par Nicolas Sarkozy et par Hamid Karzaï en janvier 2012 et qui sera présenté à la ratification du futur parlement.

Autre axe d'effort qui me pose cette fois questionnement. Le président de la République a souligné l'importance désormais d'une coopération civile qui fera effort sur la formation, la culture, l'éducation, la santé, la capacité aussi de faire venir nos entreprises en Afghanistan (Cf. Mon [billet du 4 mars sur le rapport Hostalier](#))... à condition que la sécurité soit présente comme l'a rappelé le président de la République. Ces objectifs sont d'ailleurs aussi exprimés dans un article du Monde du 22 mai par un collectif « Il faut que la France reste en Afghanistan ».

Cependant, ce qui m'interpelle est cette affirmation du président de la République que « nous ne sommes pas mobilisés pour capter des ressources ou pour avoir une influence ». En fait, la tradition ancienne de la France de travailler pour le roi de Prusse perdurerait. Dans le monde d'aujourd'hui, dans une logique de juste puissance au sens du « smart power », la France doit défendre sa place, ses intérêts à travers une stratégie d'influence qui est « l'art d'organiser et d'utiliser les capacités diplomatiques, économiques, informationnelles, militaires et socioculturelles en vue de servir les intérêts d'un État ». Etre intervenu et avoir financé une guerre pendant dix ans en Afghanistan sans retombées politiques ou économiques affirmées, sans influence recherchée, répondraient à mon avis à une vision passée de la France et de son rôle.

Quelques chiffres

Les forces armées afghanes d'un total de 352 000 hommes devraient être atteintes au 1^{er} octobre 2012. Le coût annuel de son soutien sera d'environ 4,1 milliards de dollars à partir de 2015. L'Afghanistan ne peut financer que 500 millions de dollars. Les Etats-Unis, principal financier, envisagent déjà la décroissance des effectifs d'ici cinq ans bien sûr si le gouvernement Karzaï passe le cap de la transition. La France a émis des réticences à ce financement.

Sur les 83 morts français d'Afghanistan, 15 sont des OMLT, classés dans ces « non-combattants » (Cf. Le [Mamouth](#)). 18 sont décédés de la piètre qualité du réseau routier (7 morts), de facteurs environnementaux (3), ou de manipulations d'armes (3).

75% de la population afghane vivra sous la seule protection des forces afghanes à la fin de la troisième phase de transfert d'autorité lancée le 13 mai 2012.